

Études d'histoire religieuse



Raymond Lemieux et Jean-Paul Montminy, *Le catholicisme québécois*, Sainte-Foy, IQRC/Presses de l'Université Laval, 2000, 141 p.

Jean-Marc Larouche

Volume 68, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1006739ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1006739ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (print)

1920-6267 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Larouche, J.-M. (2002). Review of [Raymond Lemieux et Jean-Paul Montminy, *Le catholicisme québécois*, Sainte-Foy, IQRC/Presses de l'Université Laval, 2000, 141 p.] *Études d'histoire religieuse*, 68, 95–98. <https://doi.org/10.7202/1006739ar>

Comptes rendus

Raymond Lemieux et Jean-Paul Montminy, *Le catholicisme québécois*, Sainte-Foy, IQRC/Presses de l'université Laval, 2000, 141 p.

En confiant au tandem Lemieux/Montminy le soin d'écrire ce livre sur le catholicisme québécois, les responsables de la collection « Diagnostic » (IQRC/PUL) pouvaient compter sur l'expertise de deux pionniers de la sociologie québécoise de la religion qui, depuis la création du Centre de recherche en sociologie religieuse de l'Université Laval en 1958, en passant par les travaux associés à la Commission d'étude sur les laïcs et l'Église (rapport Dumont), à ceux du Groupe de recherche en sciences des religions et de leurs travaux sur les croyances au début des années 1990, n'ont cessé d'étudier le rapport des Québécois à l'univers religieux, notamment au catholicisme. Avec le présent livre, les auteurs poursuivent et actualisent cette recherche d'intelligence du catholicisme d'ici comme fait social total. En effet, que peut-on dire *aujourd'hui* du rapport des Québécois au catholicisme et ce, tant pour le passé, que pour le présent et l'avenir ? Telle est la question qui préside à l'architecture de cet ouvrage : (1) le catholicisme québécois : une histoire ambiguë ; (2) le catholicisme comme culture primordiale des Québécois ; (3) des défis, d'aujourd'hui à demain. Ainsi, et comme le rappellent à propos les auteurs, « ce livre n'est pas une *histoire* du catholicisme québécois » (13), mais une recherche qui ne peut désertier l'histoire, ni se faire sans interroger les visions du passé.

Le premier chapitre est consacré cette relecture du passé, « à jeter un regard historique sur la réalité religieuse du Québec ». Ce regard est cependant qualifié de *politique* puisque « son objet consiste à tirer au clair le rôle de la religion dans la dynamique sociale qui se met en place », depuis la Conquête jusqu'au passage à la modernité au mitan du XX^e siècle. Sous cette relecture politique de l'histoire religieuse du Québec, les auteurs retiennent trois périodes dont ils dégagent non seulement les traits qui leur sont spécifiques mais aussi les dynamismes qui président au passage de l'un à l'autre : d'une Église appauvrie dans une société dominée (de la Conquête

au premier tiers du XIX^e siècle) ; d'une Église du renouveau et de l'encadrement culturel (milieu du XIX^e à celui du XX^e siècle) ; d'une Église mise en question par la modernité (à partir des années 1960). Pour le premier moment, on retiendra l'importance que les auteurs accordent à « l'alliance objective formée par les institutions d'Église et celles du conquérant, chacun à la poursuite de ses intérêts propres », mais dont la survie de chacune de ces institutions réside dans l'intérêt mutuel pour le maintien et la consolidation de la paix sociale. En effet, le pragmatisme du gouvernement colonial a permis à l'Église une liberté d'action dont celle-ci saura tirer profit en devenant le « porte-drapeau d'une collectivité à laquelle elle fournira une identité proprement dite, du moins une part majeure des mots pour la dire » (26). Sur cet acquis et sur la lancée du renouveau catholique, s'effectue au milieu du XIX^e siècle le passage au deuxième moment : une religion de l'encadrement culturel (vie religieuse, éducation, la charité). Mais si cette fonction est incontestable, les auteurs ne manquent pas de souligner que « l'efficacité de son encadrement relève largement du mythe » (33) et que dans le catholicisme de masse qui en découle, les consciences « sont bien souvent restées sous-alimentées, vivant une religion de conformité bien plus qu'un christianisme de conviction » (36). Mais du point de vue politique, ce catholicisme « marqué par une fidélité romaine sans défaillance » (36) devient, au passage du XIX^e au XX^e siècle, une force sociale *triomphante, cléricale et conservatrice*, tel que le rappelle de manière emblématique le discours d'Henri Bourassa à l'occasion du Congrès eucharistique de 1910 (voir les larges extraits cités par les auteurs, p. 39-40). Enfin, la modernité qui émerge au XX^e siècle provoque au sein du catholicisme une ligne de partage des eaux dont témoigne la fracture sociale suscitée par les événements de 1949 (la grève de l'amiante) : « deux conceptions du christianisme sont alors engagées, celle qui privilégie l'autorité, celle qui privilégie la fraternité » (48). Avec les développements ultérieurs des années 1960-70, la Révolution tranquille et le Concile de Vatican II, la voie de l'autorité perdra ses assises, alors que celle de la fraternité en sera en quête.

Le deuxième chapitre porte sur la recomposition du catholicisme suite aux chocs que lui font subir, au cours des dernières décennies du XX^e siècle, la sécularisation des structures d'encadrement, la perte de crédibilité interne de la culture catholique et le déploiement d'une culture mondialisée au sein de laquelle le catholicisme apparaît comme un particularisme. Les dossiers emblématiques de la sécularisation sont ceux de l'éducation et ceux des institutions de santé. Pour le premier, la création du ministère de l'Éducation en 1964 constitue l'occasion pour que s'impose de nouveau la plus vieille tradition du catholicisme québécois, le pragmatisme (62). En effet, le mini-concordat qui en découle permet à l'Église de poursuivre sa défense des privilèges confessionnels dans le cadre d'un état de droit. Ce faisant, même si l'Église continue d'être présente au cœur du système éducatif et de veiller

à ses intérêts, elle a dû, pour une première fois, « apprendre à se définir dans le cadre d'un débat public, exercice nouveau pour elle » (60). Par ailleurs, la crédibilité des institutions catholiques n'est pas seulement mise en question par les forces sociales qui lui sont externes, mais aussi par le déclin de ses propres forces dont ceux des pratiques religieuses et du clergé sont les indicateurs les plus probants. Par delà les statistiques, les auteurs insistent sur ce qu'elles révèlent : une profonde crise de crédibilité. Paradoxalement, et en cela comme pour toute crise, surgit au creux de celle que traverse l'Église, une créativité la renouvelant de l'intérieur. Celle-ci se manifeste sur trois fronts : le mouvement catéchétique, les communautés de base et le retour à l'authenticité de la vie religieuse. Ainsi, dans le temps même « où s'instaure une problématique de sortie du catholicisme institutionnel, émergent de nouvelles appropriations de ce dernier » (77). Cependant, celles-ci prennent place dans un nouveau contexte culturel, un marché du sens dans lequel l'Église est un producteur parmi d'autres. Ce qu'elle offre se rapproche davantage d'un « humanisme de bon aloi » : « en intégrant ainsi ce qui est jugé fondamental pour l'avenir du monde, le catholicisme québécois, religion d'appartenance mais non pas religion d'engagement, représente alors *l'entente nécessaire sur l'ensemble des valeurs capables de rassembler les êtres humains* » (88). De là, l'interrogation sur le défi majeur qui se pose au catholicisme, « celui de sa différence spécifique, de sa vérité comme communauté ecclésiale » (88).

Le troisième et dernier chapitre propose une réflexion sur les conditions de possibilité de cette différence spécifique. Compte tenu des caractéristiques de la culture religieuse contemporaine, son pluralisme, l'itinérance spirituelle et ce que les sociologues anglais appellent « *believing without belonging* », le sens traditionnel de la communauté ne tient plus, les frontières de celles-ci sont désormais poreuses et l'appartenance est à redéfinir. Se pose donc la question d'une identité spécifique : « que signifie être chrétien dans un monde qui ne l'est pas ? » (104) et celle de l'inscription de celle-ci dans la Cité. À cet égard, les caractéristiques sont exactement l'envers du triomphalisme, du cléricalisme et du conservatisme. Pour les auteurs, l'avenir du catholicisme tient moins à l'exercice d'une fonction sociale qu'à se vivre comme projet marqué au coin de l'authenticité et de la responsabilité. Son défi n'est plus de s'adapter à la situation, ni de se retrancher dans le *statu quo* mais, concluent les auteurs, de devenir un « christianisme citoyen, à la fois capable d'une parole qui lui soit propre, sans honte ni suffisance, capable de respecter les paroles et cheminements des autres, sans crainte ni outrecuidance » (128).

Par la relecture historique, l'analyse présente du catholicisme culturel et la réflexion sur les défis de l'avenir, ce livre permet aux lecteurs de déconstruire un certain nombre de mythes, dont celui de la grande noirceur

pour stigmatiser l'Église dans une figure totalitaire et de son envers, celui de la sécularisation massive et de la déqualification sociale du rapport au religieux. Par ailleurs, et non sans empathie pour le catholicisme, les auteurs en dégagent les voies de son avenir ; à ce titre, ils introduisent un discours sur le catholicisme qui ne relève plus *stricto sensu* des démarches historique et sociologique, ni non plus théologique ou pastorale, mais davantage d'une philosophie sociale, voire d'une éthique publique dont le défi est bien de dé-privatiser le religieux, et pour ce dernier, de pouvoir répondre de sa place dans l'espace public. Au total, un livre stimulant pour les citoyens soucieux de mieux comprendre la place du catholicisme dans notre histoire et aujourd'hui.

Jean-Marc Larouche
Département des sciences religieuses
Université du Québec à Montréal

* * *

Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1896)*, S.I., Fides, 2000, 572 p.

Premier de deux ouvrages que Y. Lamonde veut consacrer à l'histoire sociale des idées au Québec, ce volume retrace, sur plus d'un siècle (1760-1896), l'évolution des idées civiques, de la Conquête à la fin du XIX^e siècle. Le lecteur sera d'abord impressionné par la grande érudition de l'auteur, la maîtrise impressionnante de la période et le caractère très informé de cette première synthèse d'histoire intellectuelle au Québec. Il s'agit d'une œuvre de maturité et l'auteur a raison, en introduction, de présenter son travail comme un horizon, une clairière, qui survient une fois que le terrain a été longuement arpenté par toutes ces années de recherche où il s'était enfoncé dans la forêt épaisse que représente la masse de documents mis à contribution dans cette histoire sociale des idées au Québec. Ce travail s'appuie en effet sur des années de travaux dans le domaine de l'histoire culturelle et intellectuelle du Québec depuis 1989. On a affaire à une synthèse dense et fouillée qui a de la profondeur, qui ne néglige aucune source, manuscrite ou imprimée, et qui ne manque pas de les mettre chacune en valeur, laissant fréquemment la parole aux acteurs des périodes concernées.

Cette monumentale histoire sociale des idées se divise en quatre périodes et la trame narrative met au centre de ce récit le débat autour des idées démocratiques qui culmine dans les années 1830. La première période (deux chapitres), amorcée au moment de la Conquête pour se terminer en 1815, plante le décor. On y voit graduellement émerger une opinion publique liée à la naissance de la presse. La seconde période (six chapitres),